

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

R.C.

**MAITRE DE L'OUVRAGE**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
VEZERE – MONEDIERES - MILLESOURCES**

15, avenue du Général de Gaulle  
19260 TREIGNAC

**ADRESSE DU CHANTIER**

**1, avenue Briand - Le Bourg – 19170 - TARNAC**

**OBJET DE LA CONSULTATION**

**REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT  
POUR LA CREATION D'UN TIERS-LIEU et D'UNE BIBLIOTHEQUE**

**REMISE DES OFFRES**

**Date et Heure Limites de réception**

**MARDI 23 MAI 2017 à 12 heures 00**

**Dossier de Consultation des Entreprises**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATION_____	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION_____	3
2-1. Définition de la procédure_____	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots_____	3
2-3. Nature de l'attributaire_____	3
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières____	3
2-5. Variantes_____	3
2-6. Options_____	3
2-7. Délai de réalisation_____	3
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation_____	3
2-9. Délai de validité des offres_____	3
2-10. Propriété intellectuelle_____	3
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense _____	4
2-12. Garantie particulière pour matériaux de nouveau type_____	4
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)____	4
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain_____	4
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes_____	4
ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES_____	4
3-1. Solution de base_____	4
3-2. Délai de validité des offres_____	5
3-3. Documents à fournir par le candidat retenu _____	5
3-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché _____	5
ARTICLE 4 - SELECTION des CANDIDATURES – JUGEMENT et CLASSEMENT des OFFRES_____	5
4-1. Sélection des candidatures_____	5
4-2. Jugement et classement des offres _____	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE_____	6
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES_____	6

**ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATION** : La consultation concerne :

**REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT  
POUR LA CREATION D'UN TIERS-LIEU et D'UNE BIBLIOTHEQUE à TARNAC**

**ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

**2-1. Définition de la procédure** : La présente consultation est lancée selon la procédure Adaptée définie à l'article 28 du Code des marchés Publics.

**2-2. Décomposition en tranches et en lots** : **Il est prévu une décomposition en 2 tranches fermes.**

L'opération de travaux et allotie, la consultation comporte 10 lots désignés ci-après, qui seront traités par marchés distincts :

Désignation des lots	
Lot n°1	DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.
Lot n°2	CHARPENTE BOIS
Lot n°3	COUVERTURE ARDOISES - ZINGUERIE
Lot n°4	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS - SERRURERIE
Lot n°5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
Lot n°6	PLATRERIE - FAUX PLAFONDS - PEINTURE
Lot n°7	SOLS SOUPLES
Lot n°8	CHAUFFAGE – VENTILATION - PLOMBERIE – SANIT AIRE
Lot n°9	ELECTRICITE
Lot n°10	CARRELAGE - FAIENCE

**2-3. Nature de l'attributaire** : chaque marché distinct sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints.

**2-4. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

**2-5. Variantes** : seules les variantes proposées dans le dossier de consultation seront acceptées ;

**2-6. Options** : seules les options proposées dans le dossier de consultation seront acceptées ;

**2-7. Délai de réalisation** : le délai d'exécution est fixé dans l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être changé.

**2-8. Modifications de détails au dossier de consultation** : La Personne Responsable du Marché se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**2-9. Visite obligatoire** : L'entreprise est tenue de se rendre sur place afin de prendre connaissance des locaux et des travaux à effectuer in situ. La Mairie délivrera une attestation certifiant du passage de l'entreprise sur place. Cette attestation devra être fournie dans le dossier de remise de l'offre de l'entreprise soumissionnaire.

**2-10. Délai de validité des offres** : Le délai de validité des offres est de 90 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

**2-11. Propriété intellectuelle** : Sans objet.

**2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense** : Sans objet.

**2-13. Garantie particulière pour matériaux de nouveau type :** Sans objet.

**2-14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.) :** En cours de consultation

- A. le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application. Seront fournis ultérieurement :
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
  - les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.
- B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié. L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

**2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain :** Aucune stipulation particulière.

**2-15. Appréciation des équivalences dans les normes**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

### **ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s), les pièces constitutives du marché le seront lors de la phase de mise au point du marché et constitueront l'exemplaire original.

**3-1. Solution de base :**

**3-1.1. Documents fournis aux candidats :** le présent dossier de consultation est constitué par .

- l'acte d'engagement
- le présent règlement
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

**3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats :** les offres devront être transmises sous plis cachetés contenant deux enveloppes cachetées.

**L'enveloppe extérieure portera les mentions suivantes**

« Appel d'offres pour LA REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT POUR LA CREATION D'UN TIERS-LIEU et D'UNE BIBLIOTHEQUE à Tarnac »

« Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis » \* préciser le n° du lot

**1<sup>ère</sup> enveloppe**

- lettre de candidature (DC1)
- déclaration du candidat (DC2)
- copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- attestation de non condamnation pour l'infraction au code du travail
- attestation sur l'honneur du candidat indiquant qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales
- attestation d'assurance décennale et Responsabilité Civile pour l'année en cours
- relevé d'identité bancaire
- attestation de visite des locaux, délivrée par la Mairie de Tarnac (visite obligatoire)

**2<sup>ème</sup> enveloppe**

- l'acte d'engagement (A.E.)
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- le présent règlement de consultation (R.C.)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Mémoire Technique Renseigné

Les offres doivent être rédigées en langue française.

**3-2. Délai de validité des offres :** 90 jours.

**3-3. Documents à fournir par les candidats**

Les certificats ou la déclaration mentionnée à l'article 46 du Code des Marchés Publics (CMP) seront remis par le candidat retenu dans le délai de 7 jours à compter de la demande présentée par la Personne Responsable du marché (PRM).

**3-4. Document à fournir par l'attributaire du marché**

Les attestations d'assurances visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises par l'attributaire avant la notification de marché.

Pour l'application des articles R.341-36 du Code du Travail et 1-6.1 du CCAP, l'attestation sur l'honneur sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

**ARTICLE 4 - SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

**4-1. Sélection des candidatures**

Lors de l'ouverture de la première enveloppe, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44 et 47 du CMP
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles 45 et 46 du CMP et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes notamment en appréciant les conditions de déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour l'acheteur public au cours des trois dernières années.
- Les candidatures ne présentant pas l'attestation de visite des locaux, délivrée par la Mairie

**4-2. Jugement et classement des offres**

La PRM, après avis de la commission d'appel d'offres, éliminera les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

**Pour chaque lot**, la PRM, après avis de la commission d'appel d'offres, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants :

- a) **valeur technique des prestations 50%**
- b) **prix des prestations 50%**

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du candidat, le montant de ce prix sera rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, la PRM se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

La PRM pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

Les offres seront établies en EUROS ; leur transmission par voie électronique n'est pas autorisée.

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquée sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

## **ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à la maîtrise d'œuvre :

### **RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**

**Communauté de Communes VEZERE – MONEDIERES - MILLESOURCES**

☎ 05 19 67 01 02 - Courriel : [contact@ccv2m.fr](mailto:contact@ccv2m.fr)

**contact : Mme Laurence COUDERT**

### **RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES**

**- SEBASTIEN CLAVEYROLAT – Architecte**

☎ 09 81 79 11 34 📠 09 81 70 09 24

Mail : [s.claveyrolat.archi@bbox.fr](mailto:s.claveyrolat.archi@bbox.fr)

**- B.E.M.P. (Bureau d'Etudes Mathieu-Pénaud) – Bureau d'Etudes Fluides**

☎ 05 55 67 77 40 📠 05 55 67 77 41

Mail : [contact@bemp.pro](mailto:contact@bemp.pro)

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Fait le, **25 AVRIL 2017**